

Les guerres du Haut Karabakh

Marion Duvauchel

Les bons livres sont rares, et les ouvrages clairs et concis le sont plus encore. L'opuscule de Jean-Marie Lorgé *Les guerres du Haut Karabakh* (éditions Baudelaire, 2021) présente ces deux qualités. Il serait bon qu'on le publie en langue anglaise.

Pour comprendre ce conflit tragique, il convient de connaître la vision de l'échiquier international d'Erdogan, (ou sa vision géopolitique si l'on préfère) telle que l'auteur la décrit. Et nous pouvons lui faire confiance.

Erdogan ancre la Turquie dans deux socles : « Patrie bleue » et « Panturquisme ». La Patrie bleue » est une sorte de patriotisme gazier et pétrolier visant à prendre le contrôle du sud et de l'est de la mer Méditerranée et des ses ressources. Voilà qui devrait mettre l'Europe sur le qui-vive. Le pendant de cette « Patrie bleue », c'est la réalisation du grand dessein d'Enver Pacha : la coalition des régions turcophones du Bosphore aux monts Altaï, sous le leadership de la Turquie. L'Azerbaïdjan, pays à majorité musulmane, ethniquement, culturellement et linguistiquement le plus proche de la Turquie constitue le deuxième maillon de cette chaîne pontique : de la Turquie à la Kirghizie en passant par l'Azerbaïdjan, la Turkménie, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan.

La première guerre du Haut Karabakh (1990) l'oppose à l'Azerbaïdjan.

La seconde guerre (2020) voit l'entrée en jeu de la Turquie. Son appui sans faille pour l'Azerbaïdjan s'inscrit dans cette politique d'Ankara. À cela s'ajoute, ce que personne n'ose dire, la haine séculaire de l'islam pour les chrétiens. Et sur ce point, la Turquie a montré au cours de l'histoire que cette haine est allée jusqu'au génocide, non seulement des Arméniens mais populations chrétiennes araméophones. Nettoyage ethnique dit la presse, nettoyage religieux aussi.

En septembre-novembre 2020, l'offensive azerbaïdjanaise « poing d'acier » a pour but immédiat de faire sauter le verrou de Chouchi, de verrouiller le corridor de Latchin (10 km de long) par où passe la seule route qui relie le Karabakh à l'Arménie ; de couper la seconde route reliant deux villes d'Arménie.

Autrement dit, il s'agit d'asphyxier le Nagorno Karabakh.

La défaite, militaire comme politique, a été alors totale. Il ne restait plus à l'Arménie que le choix entre mettre une sourdine à son désir d'occidentalisation et accepter le renforcement de ses relations politiques et militaires avec la Russie, l'Iran, la Chine ou accepter la voie esquissée par Erdogan le 10 décembre 2020 lors du défilé de la Victoire à Bakou » : *un statut de vassal au sein d'une coalition régionale dominée par une Turquie ivre de son passé ottoman.*

Et ce passé ottoman, nous le connaissons : il va de l'oppression islamique aux massacres et au génocide.

Il restait une troisième voie : recommencer une guerre désespérée. C'est ce qu'on a vu récemment. Avec une nouvelle débâcle.

La deuxième guerre s'inscrivait dans la vision erdoganienne d'un continuum territorial Bosphore/Altaï dont la continuité territoriale Turquie/Azerbaïdjan constituait la première étape. Pour cela il fallait faire sauter le verrou du Nagorno Karabagh.

C'est fait.

Il reste encore un verrou : la Siounie, arménienne depuis deux millénaires que les Azéris revendiquent aussi mais en prenant comme point de départ les XIX^e et XX^e siècles. C'est-à-dire le moment de la naissance de leur État. Avant, il n'y a pas d'histoire de l'Azerbaïdjan

comparable à la longue et dramatique histoire de l'Arménie ou de la Géorgie. Les Arméniens ne peuvent donc revendiquer avant ces trois derniers siècles. La prise de la partie centrale et méridionale de la Siounie par la Turquie, par l'Azerbaïdjan interposé verrait la réalisation de l'objectif politique majeur du panturquisme : une masse turco-azerbaïdjanaise, (musulmane et d'un islam dur), avec trois fenêtres maritimes.

Une fois la Turquie entrée dans l'Europe, on peut en imaginer les conséquences.

La troisième guerre du Haut Karabakh a bel et bien eu lieu. Mais pas celle à laquelle on pouvait s'attendre.

Cela peut vouloir dire que ce n'est pas fini.

Sur les territoires récupérés par l'Azerbaïdjan aux termes de l'accord du 9 novembre 2020, quelque 80 édifices religieux chrétiens ont été détruits. (voir mon article *les Églises albaniennes et la propagande musulmane*).